

DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
59 000 LILLE

Lille, le 11 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



REGEAL

AVENUE DU VERMANDOIS
BP 80419
60200 COMPIEGNE

Références : IC-R/0262/22-JD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement REGEAL implanté AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 COMPIEGNE. L'inspection a été annoncée le 03/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les tours aéroréfrigérantes soumises au régime de la déclaration sont inspectées a minima tous les quatre ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGEAL
- AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 COMPIEGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005101072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société REGEAL produit et commercialise des alliages d'aluminium destinés à la fabrication de pièces moulées par procédés de fonderie.

Les activités de la société REGEAL sont régies par les arrêtés préfectoraux en date du 24 décembre 1998 et du 19 novembre 2019 pour les activités listées ci-dessous et relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

- une unité de production d'alliages d'aluminium de 1ère fusion et de 2ème fusion relevant de la rubrique 3250, au seuil de l'autorisation ;

- une activité de broyage de tournures et de déchets d'aluminium relevant de la rubrique 2515, au seuil de l'enregistrement ;
- une activité de réception et de stockage de déchets d'alliages d'aluminium non dangereux relevant de la rubrique 2713, au seuil de l'enregistrement.

La société assure actuellement la production d'alliages d'aluminium de 1ère et 2ème fusion sous forme de lingots. Les deux principales étapes mises en œuvre sont :

- la fusion de déchets d'aluminium (fours rotatifs) ;
- l'affinage et la réalisation de lingots d'aluminium (fours réverbères).

Pour la 1ère fusion, l'exploitant achète des métaux contenant des taux d'alliages différents, en fonction des commandes.

Le thème de visite retenu : Les tours aéroréfrigérantes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.b	/	Sans objet
Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de l'accès à la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.2	/	Sans objet
Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.	/	Sans objet
Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2	/	Sans objet
Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.	/	Sans objet
Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	/	Sans objet
Prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.b	/	Sans objet
Transmission résultats d'analyses en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations notables en terme de suivi de la TAR ont été constatées depuis la dernière inspection réalisée en 2016.

Au regard de la vétusté des installations et du fait que l'eau de refroidissement est directement en contact avec les lingotières, la réalisation du plan de surveillance renforcé et la mise en œuvre des mesures compensatoires comme le nettoyage et le détartrage des lingotières doivent être poursuivies.

L'exploitant a transmis, suite à l'inspection, une procédure de dérogation à l'arrêt immédiat des TAR, lors de la réception d'un résultat d'analyse en *Legionella pneumophila* supérieur ou égal à 100 000 UFC/l. L'inspection considère que cette demande de dérogation, devant faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, doit être soumise au préalable à une tierce expertise.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'accès à la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.2
Thème(s) : Autre, Accès aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Constats : Les tours de refroidissement sont situées à l'extérieur du site et sont visibles depuis l'entrée. Cependant, toute personne extérieure doit s'identifier au poste de garde et n'est pas autorisée à rentrer d'une autre manière. Lors des fermetures de l'établissement, le grand portail est fermé à clef, empêchant tout accès.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : 3.5. Etat des stocks de produits dangereux L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Objet du contrôle : – présence du registre des stocks (nature et quantités) de produits dangereux ; – conformité des stocks de produits dangereux présent le jour du contrôle à l'état des stocks indiqué sur le registre ; – absence dans l'atelier de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks remis à jour chaque mois par la société Nalco dans le rapport mensuel de suivi. Le dernier rapport mensuel de suivi indique : - 350 l de 3DT449 ; - 890 l de javel ; - 100 l de brome ; - 50 l de 77 352 (stock spécifique pour l'arrêt et le redémarrage). Les produits chimiques nécessaires sont stockés dans une armoire attenante au bassin. Le jour de l'inspection, les produits étaient sous rétention et la quantité présente paraissait limitée aux nécessités de l'exploitation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : – la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; – les points critiques liés à la conception de l'installation ; – les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; – les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite,

la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis : – les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; – un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; – les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles a été mise à jour en décembre 2021 par la société Yret Solutions. Elle est revue tous les ans par cette société.

Les facteurs de risque présents sur l'installation ont été identifiés. Certains ont été supprimés et d'autres sont maîtrisés.

L'AMR analyse de façon explicite les différents éléments cités dans la prescription.

Des bras morts avaient été identifiés lors de l'inspection TAR réalisée en 2016, mais ils ont tous été supprimés suite à cette inspection. D'après l'AMR remise à jour, il n'en reste plus aucun.

Le programme de traitement des eaux a été redéfini en 2017 suite à la mise en œuvre du système de contrôle 3D-Trasar du traiteur d'eau Nalco. La totalité du traitement est gérée par le Trasar. Le produit Nalco 3DT 449 est régulé par le Trasar à 30-40 ppm.

Une étude ATP de la microbiologie de l'eau a permis d'évaluer la qualité de l'eau d'appoint (en provenance du forage), au niveau du point de prélèvement, du bassin et du tunnel. Les valeurs étaient toutes à des seuils bas. Le point le plus contaminé étant le forage, il en a été déduit que le traitement abat suffisamment de flore biologique pour empêcher l'apparition potentielle de *Legionella*.

Afin de cumuler les compétences et les points de vue, l'exploitant a sélectionné des intervenants différents pour l'entretien du circuit :

- la société Nalco s'occupe de la surveillance mensuelle ;
- la société Yret Solutions est chargée de la remise à jour de l'AMR ;
- le nettoyage de la tour est réalisé par la société R et O Services ;
- la maintenance est gérée par le service maintenance de Regeal.

Quelques actions correctives ont été identifiées dans l'AMR de décembre 2021 :

- Revoir le rapport de désinfection annuel. Le résiduel en chlore doit apparaître. Il manque un traçage des niveaux d'oxydants ;
- Un dossier de demande de dérogation est à envoyer à la préfecture car l'arrêt immédiat de la ventilation est impossible en cas de coulée (durée de 8 heures). La procédure conservatoire pour action reste à rédiger ;
- Aucune procédure n'est formalisée pour le cas d'une panne d'un ventilateur. Il est nécessaire de formaliser les actions d'augmentation des injections d'oxydant lors de ces phases techniques délicates.

A l'issue de cette inspection, l'exploitant a rédigé une procédure de dérogation proposant des mesures compensatoires en cas de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/l, envoyée pour approbation à Mme la Préfète de l'Oise et transmise à l'inspection des installations classées le 16 juin 2022. Cette procédure doit être soumise à l'avis d'un tiers expert (Cela fait l'objet d'un fait susceptible de suites décrit à un autre constat).

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations la procédure à suivre en cas de panne d'un ventilateur. Il est précisé que le traitement biocide (Javel/chlore) doit être augmenté de 1 à 1,5 ppm de chlore libre dans le circuit. L'exploitant veillera également à s'assurer lors du prochain nettoyage du traçage des niveaux d'oxydants. Le prestataire a confirmé que le contrôle de chlore libre efficace (oxydant) était mesuré et que cela aurait dû être notifié dans le rapport.

Les plans d'entretien et de surveillance ont également été revus. L' AMR indique que les périodes d'arrêt et de fonctionnement sont reportées dans le carnet de suivi et qu'une procédure d'arrêt a été remise à jour en 2018.

La déclaration de risque est positive :

"Le site maîtrise le risque Legionella. Quelques points restent à améliorer, mais dans l'ensemble le site sait gérer le risque. Le point à risque industriel pour le site est l'arrêt de la ventilation : celle-ci est difficile, si ce n'est impossible, à mettre en œuvre. En cas de dérive, l'autorité pourra exiger l'arrêt et il y aura conflit entre le site et celle-ci.

Il convient donc de sortir rapidement de cette impasse."

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

2. Entretien préventif de l'installation. L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.

Constats : L'inspection s'est rendue près des tours avec un masque FFP3. Malgré l'apparence vétuste du revêtement extérieur des tours, le bassin paraissait propre.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : Une intervention de nettoyage est réalisée chaque année par la société R et O Services. La dernière a eu lieu le 4 août 2021. L'intervenant en a déduit que l'installation était conforme pour l'état général, la propreté des alentours, les séparateurs de gouttes, les buses, la surface d'échange, les parois, le bassin, les ventilateurs et la crépine. Toutefois, malgré le nettoyage, les photos du rapport de nettoyage mettent en évidence la vétusté des installations. D'ailleurs, l'AMR précise concernant l'aspect extérieur : "Les tours sont propres mais âgées. Beaucoup de dépôts de mousses en surface." Dans la synthèse des points critiques, le vieillissement de la tour est pris en compte. Le risque résiduel est de 48. Ce qui indique que ce risque doit faire l'objet d'un plan de surveillance renforcé. Le commentaire de l'AMR sur ce point est le suivant : Les mesures préventives déjà en place semblent suffisantes. Continuer la surveillance des résultats d'analyse et rester vigilant. On constate notamment que la fréquence de surveillance des analyses de légionelles est renforcée (mensuelle). Le jour de l'inspection, l'exploitant a montré son engagement à surveiller les indicateurs de la tour ainsi que les résultats d'analyse. D'ailleurs, pour l'inspection, l'exploitant avait fait venir Mme Grandpierre de la société Nalco, qui s'occupe du traitement de l'eau et de la surveillance mensuelle des paramètres. La société Nalco est l'initiatrice de la modification du traitement, désormais régulé automatiquement par le Trasar. Le Trasar est vérifié, nettoyé et calibré (si nécessaire) une fois par mois par Nalco (tracé dans les rapports de visite). Cette surveillance renforcée doit être poursuivie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : La TAR fonctionne en continu. L'exploitant effectue des analyses en légionelles mensuellement afin de prévenir toute dérive. Il en réalise donc deux fois plus que ce qui est demandé par la réglementation. Les certificats d'analyse mensuels ont été consultés par l'inspection car ils ont été téléchargés par l'exploitant sur Gidaf pour les années 2021 et 2022. Les résultats des prélèvements sont tous conformes et indiquent une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 100 UFC/l. Les prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : Le prélèvement est réalisé mensuellement par l'intervenante de la société Nalco. Le point de prélèvement, repéré par un marquage, est situé en aval du process à refroidir et juste en amont de la dispersion. L'eau du circuit sert à refroidir les lingotières qui accueillent du métal en fusion. De ce fait, l'eau se réchauffe de façon importante. D'après l'analyse faite par l'intervenante de la société Nalco, cela est une hypothèse selon laquelle on arrive à maintenir une concentration faible en légionelles dans le circuit. Fait susceptible de suites : L'appoint est réalisé dans le bassin accueillant l'eau de retour du process. Toutefois, l'exploitant considère que l'eau d'appoint ne peut influencer le résultat du prélèvement, en raison du volume du bassin. De plus, le point de prélèvement est un piquage sur une tuyauterie qui prend sa source tout au fond du bassin, alors que l'eau d'appoint coule par le dessus. Il devra justifier ce raisonnement, par exemple par un calcul, afin de prouver que l'on peut négliger la dilution que l'eau d'appoint pourrait provoquer, dans un délai de 30 jours maximum.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission résultats d'analyses en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : Tous les certificats d'analyse étaient enregistrés sur Gidaf depuis janvier 2021. Gidaf a été consulté par l'inspection le 15 juin 2022. Le certificat d'analyse correspondant au prélèvement du 16 mai 2022 était déjà enregistré dans Gidaf.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : – les coordonnées de l'installation ; – la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; – la date du prélèvement ; – les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par l'article 26.I.2.c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats : La procédure des actions à suivre, de désinfection et de nettoyage en cas de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L a été transmise à l'inspection des installations classées.

Fait susceptible de suites : Dans la procédure, on peut comprendre que l'installation peut être remise en service sans avoir la confirmation d'un résultats d'analyse en *Legionella pneumophila* inférieur à 1000 UFC/L. Or, l'exploitant doit rétablir une concentration < 1000 UFC/l avec absence de risque de prolifération et de dispersion avant remise en service. On doit donc attendre le résultat de l'analyse avant de remettre en service la dispersion.

Cette condition avant remise en service de la dispersion doit être précisée dans ce document.

D'autre part, la procédure indique que la dispersion sera arrêtée immédiatement, ce qui ne peut pas toujours être le cas.

Lors de la coulée du métal dans les lingotières l'exploitant se trouve dans le cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Ce point a déjà été identifié lors de la mise à jour de l'analyse méthodique des risques de 2020. En réponse à cette non-conformité, il a transmis le 16 juin 2022 une procédure de demande de dérogation par courrier à Mme la Préfète de l'Oise et par courriel à l'inspection des installations classées.

La mesure compensatoire principale consiste à faire tourner l'installation en circuit ouvert avec alimentation en eau de forage javéalisée.

Le mode opératoire est le suivant :

- Information de la DREAL « Résultats Légionelle > 105 UFC/L - Arrêt dispersion impossible - Mise en place de la procédure de dérogation » ;
- Fonctionnement en circuit ouvert avec recirculation sur la TAR avec alimentation en eau de forage javéalisée ;
- Mise en place d'une zone d'accès renforcée autour de la tour ainsi qu'un périmètre de sécurité autour du tunnel de refroidissement ;
- Information du personnel ;
- Port du Masque FFP3 obligatoire dans les zones sécurisées (Tour et Tunnel) ;
- Augmentation de la javel à 2 ppm pendant 8h ;
- Ouverture permanente purge ;
- Ouverture de l'appoint en permanence ;
- Contrôle du taux de chlore toutes les ½ heures ;
- Vérification bactériologique avec sucettes bactériennes (résultat sous 48h) ;
- Dès arrêt possible, application de la procédure de nettoyage/désinfection si Legionella Pneumophila supérieure à 105 UFC/L.

Cette procédure nécessite d'être encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire.

Fait susceptible de suites : La procédure a été réalisée dans un délai court, en collaboration avec le traiteur d'eau Nalco, afin de répondre expressément à la demande de l'inspection. Bien que la procédure à mettre en oeuvre rédigée par l'exploitant semble être de bon sens, il est demandé à l'exploitant de soumettre sa procédure à l'avis d'un tiers expert, en transmettant à l'inspection sous trente jours la preuve de la commande. Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une procédure plus précise sur les différentes actions à réaliser.

Observations :

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet